



PÉNURIES DE MÉDICAMENTS

Les pénuries de médicaments continuent à impacter la santé des patient-es et notre travail depuis maintenant plusieurs années alors que les gouvernements successifs nous disent tout les 6 mois que la situation va s'améliorer. Quasiment tout les types de médicaments ont été touchés : vaccins, anti-inflammatoires, antibiotiques, anti-arythmiques, antidépresseurs, neuroleptiques...

Comme le montre les études(*) sur le sujet, les conséquences médicales des pénuries sont significatives : aggravation de la maladie, effets indésirables graves, arrêt du traitement, erreurs médicamenteuses... Et les statistiques s'arrêtent pourtant en 2019, avant le début des pénuries sans précédent que nous rencontrons aujourd'hui. Si rien n'est fait pour endiguer le phénomène, les dégâts qu'on pourra constater dans les mois et années qui viennent seront encore pires.

Les salarié-e-s des officines sont en première ligne face à cette situation : les rapports avec les patients se tendent, la charge de travail augmente, le stress aussi... Dans des équipes, souvent en sous effectif, les conditions de travail qui étaient déjà mauvaises se dégradent et deviennent la nouvelle norme.

Les lobbys industriels, soutenus par les syndicats patronaux d'officine, réclament plus d'argent public pour, soi-disant, relocaliser la production et plus d'argent de la Sécurité sociale pour augmenter le prix des médicaments. On peut parler de réelle prise d'otage des usagers alors que cette industrie est déjà énormément subventionnée par l'état et payée par nos cotisations !

Tout ça pour que les bénéfices énormes finissent dans les poches des actionnaires alors que les labos de recherche et les usines de production ferment en masse dans tout le pays, entraînant chômage ici et pollution massive dans les nouveaux pays producteurs.

Les propriétaires des industries pharmaceutiques sont incapables de nous fournir un service aussi basique et vital que l'approvisionnement en médicaments. Les administrations (HAS, ANSM, CNS, ARS...) sont dépassées par la situation et ne parviennent ni à gérer, ni à contrer la pénurie et ses conséquences.

La FNIC CGT revendique la mise en place d'un pôle public de santé qui pourrait lui, regrouper, organiser et coordonner la totalité de l'offre de soins en réponse aux besoins de l'hôpital, en passant par la médecine de ville jusqu'au patient, organisant la production et gérant les stocks de médicaments, matériels et dispositifs médicaux...

Les capitalistes jouent avec notre santé et nos conditions de travail, face à ça il est vital de nous organiser !

(*) <https://sfpt-fr.org/pharmacofact-blog/2007-f020-consequences-iatrogenes-des-penuries-de-medicament-en-france>